Olivier Guez retourne à l'école de l'Europe

PAR OLIVIER GUEZ*

L'écrivain a remis les pieds au Collège d'Europe, où il fit ses classes d'Européen en 1997. A l'euphorie de sa jeunesse ont succédé pragmatisme, doute et mondialisation. A l'image de l'Union, à la veille des élections.

Le paysage semble surgi d'une toile de Van Goyen ou d'un autre peintre flamand du siècle d'or. Des taches terreuses, des formes blanches, sur un fond sans relief, vert tendre ; en fait, des vaches, des chevaux et des prairies, de longues fermes brunes, et, au loin, des moulins de carte postale noyés dans la brume d'un timide printemps. La quiétude du pays contraste avec le trafic ininterrompu de l'autoroute qui longe la campagne. En file indienne, des voitures et des poids lourds, immatriculés en Espagne, en Roumanie, vont et viennent, comme reliés par des fils invisibles, au cœur de l'Europe des flux et des marchandises, la célèbre banane bleue, la dorsale riche et industrieuse de notre continent, entre mer du Nord et Rhénanie.

Sur l'E40, à la sortie de Bruxelles, en direction d'Ostende, rien n'a changé depuis que j'ai suivi ce tronçon pour la première fois à la fin de l'été 1997, au volant du break 505 Peugeot de mon père que je lui avais emprunté pour déménager à Bruges. Je partais étudier au Collège ■■■

Face à l'islamisme, la glaive et la raison

PAR SEBASTIEN LE FOL

C'est une vidéo de mauvaise augure. Le 29 avril, Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'organisation Etat islamique, est réapparu dans un enregistrement. Symboliquement, voici un mauvais coup pour la coalition qui avait annoncé triomphalement la chute de l'Etat islamique. Certes, l'organisation terroriste a perdu le contrôle des territoires sous sa domination, en Irak et Syrie. Mais elle a anticipé son passage dans la clandestinité. L'Etat islamique dispose de moyens financiers considérables, qui lui permettent d'envisager une longue campagne terroriste. Dans son allocution, Al-Baghdadi a exhorté ses troupes à continuer de frapper « la France croisée ». Quelques jours plus tard, deux militaires du Commando Hubert, étaient tués en libérant deux otages français aux mains de djihadistes africains. Ces événements survenus la même semaine nous rappellent, si besoin en était, que le terrorisme islamiste n'est pas prêt de nous laisser en paix. Nos ennemis sont chez nous. Un certain nombre d'entre eux sortiront de prisons dans les prochains mois. Nos services de renseignement ne chôment pas. Le combat contre cet hydre ne relève pas seulement des policiers. C'est aussi et surtout une bataille intellectuelle et politique. Lors de sa conférence de presse d'avril dernier, Emmanuel Macron, a promis d'être « intraitable » à l'égard de tous ceux qui « au nom d'une religion poursuivent un projet d'islam politique qui veut faire sécession avec notre République ». Heureuse déclaration de fermeté, qui mettra un terme, espérons-le, aux atermoiements, quand ce ne sont pas des aveuglements, de la majorité sur cette question là. Il reste à faire suivre ces déclarations d'intention par des faits. Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, montre l'exemple en demandant la fermeture d'écoles « d'inspiration salafiste » et en s'opposant aux projets de lycées turcs d'Erdogan. Pour mener cette guerre de longue haleine, nous aurons autant besoin de forces spéciales que d'esprits lucides à la tête de l'Etat. Le Glaive

■■■ d'Europe, créé en 1949, afin de former de nouvelles générations de cadres européens destinés à bâtir un continent enfin apaisé, espérait-on, après des siècles de conflits sanglants. Une Ena européenne en quelque sorte, fondée par une poignée d'idéalistes et de personnalités de premier plan, l'Espagnol de Madariaga, le Britannique Churchill, le Belge Spaak et l'Italien De Gasperi, quelques-uns des pères fondateurs de l'aventure européenne qui démarra la décennie suivante.

En 1997, l'Europe était en vogue et sa future unification un horizon réaliste. De traité en traité, elle se renforçait et se structurait, bientôt l'euro serait lancé et nos cousins d'Europe orientale, récemment libérés de l'occupant soviétique qui venait de disparaître, comme par magie, nous rejoindraient : l'Europe avait l'avenir devant elle ; l'Europe volait de succès en succès. En 1997, un jeune homme, une jeune femme, moderne, ne pouvait être que proeuropéen, et passer un an au Collège de Bruges, c'était le nec plus ultra, concilier ses idéaux et ses ambitions en se préparant à une vie professionnelle consacrée à l'unification du continent. Il, elle, moi, n'aurions jamais imaginé l'Europe fracturée de 2019, cette Europe en proie aux doutes, assaillie de toutes parts et vilipendée par ses dirigeants et par ses citoyens.

Aussi, en ce frais matin d'avril, tandis que je retourne à Bruges en glissant à toute allure sur l'E40, au volant d'un bolide allemand, cette fois, je me demande qui sont les étudiants de la promo Manuel Marin, un ancien commissaire européen espagnol (et du Collège). Dans ce contexte de crise continentale, pourquoi sont-ils à Bruges ? Et que leur enseigne-t-on ?

Le recteur Jörg Monar me reçoit dans son bureau. Tiré à quatre épingles, il est longiligne et sa fine moustache lui donne un je-ne-sais-quoi de major de l'empire britannique des Indes. Mais Jörg Monar est allemand et il enseigne au Collège depuis bientôt trente ans – j'avais suivi son séminaire sur la coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures. *« Ce qui différencie les étudiants d'aujourd'hui de ceux de votre promo ? Vous suiviez les cours qui vous intéressaient. En début d'année, aucun d'entre vous n'avait l'air de se soucier de son entrée sur le marché du travail. A contrario, les étudiants actuels pensent à leur carrière dès le premier jour. Ils sont là pour trouver un bon job. C'est compréhensible,* me déclare le recteur Monar. *Le marché est ultracompétitif, et en venant au Collège, ils consentent à un "sacrifice" : une année d'étude supplémentaire, alors qu'ils sont déjà surdiplomés, pour la plupart, et sans rémunération. »* Beaucoup touchent une bourse qui couvre, au moins en partie, leurs frais de scolarité – 25 000 euros par an. Ils étudient, en français et en anglais – les langues des institutions européennes –, à un rythme soutenu, six jours sur sept ; et, sous pression, en moins de neuf mois, ils avalent un copieux menu, examens, mémoire compris, pour obtenir leur master : en juin de l'année suivante, les procédures byzantines de l'Union européenne (UE) ne doivent plus avoir de secrets pour eux. Ils sont répartis en quatre sections, économie, politiques et gouvernances européennes, relations internationales de l'UE et droit européen, la plus réputée, la plus difficile aussi. Federica Iorio, une Romaine de 31 ans, est l'une des assistantes de ce département juridique. *« La plupart sont de gros bosseurs, hyperambitieux. Ils savent qu'à la sortie du Collège les attendent les meilleurs cabinets d'avocats de Bruxelles. Ils n'hésitent pas à critiquer la doxa libérale de l'Europe, mais ils manquent de fantaisie, ainsi tous veulent écrire leur mémoire sur le droit de la concurrence et le big data »*, sujet en vogue, paraît-il.

Une autre caractéristique de ces jeunes gens, me dit-on, c'est leur pragmatisme. *« Crise ou pas crise, l'Europe existe et elle est incontournable. Dans la finance ou dans l'humanitaire, en matière de changement climatique et de diplomatie, il y a des régulations européennes. Les étudiants l'ont compris et sont là pour les décortiquer, pas seulement en théorie mais également dans le cadre de simulations hyperréalistes »*, affirme David Phinnemore, professeur à l'université Queen's de Belfast. Il est l'un des universitaires invités à dispenser un enseignement renouvelé chaque année (ou pas) – *« souplesse des programmes et dynamisme du corps enseignant »*, se félicite le recteur Monar –, auxquels se joignent des praticiens de l'UE, des hauts fonctionnaires pour la plupart, anciens du Collège pour certains.

« Mafia de Bruges ». Le Collège est une famille et ses anciens forment un vaste réseau, à Bruxelles notamment. La « mafia de Bruges », ainsi est-elle surnommée, compte des associés éminents, une pléthore d'ambassadeurs et de diplomates de hauts rangs, des avocats, des banquiers, quelques ministres. Ses membres s'entraident parce qu'ils savent qu'il est difficile d'entrer au Collège (la sélection des étudiants se fait en deux temps, d'abord sur dossier, puis sur entretien, devant un jury qui siège au ministère des Affaires étrangères de l'impétrant), parce qu'ils connaissent la qualité de la formation et surtout, peut-être, parce qu'ils ont tous partagé la même étrange parenthèse. Ils ont passé neuf mois dans une ville-musée du nord de la Belgique, dans des résidences où l'on ne badine pas avec la discipline (il est toujours interdit de posséder un toasteur et de cuire ses spaghettis dans une bouilloire !), et mangé quotidiennement à l'exquise cantine de Garenmarkt. Ils se sont essayés au flamand, ont trop bu et dansé lors des fêtes nationales organisées par leurs pairs chaque week-end, acheté de l'herbe à la frontière hollandaise (pour certains), et, en un temps record, couché avec un maximum d'Européens (si affinités) : ainsi va la vie, immuable, à Bruges depuis trois générations. Le Collège d'Europe, c'est « L'auberge espagnole » (le film de Klapisch) puissance dix, une expérience multicul-

Le Collège d'Europe, c'est « L'auberge espagnole » de Klapisch puissance dix, un incubateur d'Européens unique, une utopie...

turelle unique en son genre, un incubateur d'Européens comme il n'en existe nulle part ailleurs : une utopie, en quelque sorte. Autant le cursus m'avait un peu ennuyé (trop factuel et pas assez réflexif, mais je n'ai jamais sérieusement songé à faire carrière dans les arcanes bruxelloises), autant j'avais adoré cette existence intense, l'environnement polyglotte, la confirmation, le démenti des clichés. A Bruges, l'Europe, si souvent intangible, devient chair et saveurs. Elle prend vie.

Glenn Bogaert, le chargé de communication du Collège, m'a organisé une rencontre avec des étudiants de la promo Marin. Ils sont six, sagement assis autour d'une table, et, parmi eux, se trouvent quatre Français : cette année, le Collège d'Europe s'est transformé en « Collège de France », presque un quart des 467 étudiants est français (65 à Bruges et 40 à Natolin, la branche polonaise du Collège ouverte après la chute du Mur), *« parce que la plupart viennent sans bourse et qu'il y a peut-être un effet Macron »*, m'explique le recteur Monar, ou parce *« qu'il est de plus en plus difficile de trouver de bons candidats parlant le français »*, regrette l'assistante Iorio. A y regarder de plus près, la composition de la promo Marin est surprenante, ou, du moins, elle diffère de la mienne : à la surreprésentation française s'ajoute un nombre impressionnant de non-Européens (des Arabes, des Caucasiens, des Ukrainiens, des Chinois…), en tout, 57 nationalités cohabitent, le Collège s'est mondialisé.

ILLUSTRATION : DUSAULT POUR « LE POINT »

«Trop révérencieux». J'échange avec Anmol, Johan, Galatée, Louise, Erica, l'Irlandaise, et Dorin, le Moldave. Ils parlent tous plusieurs langues et ont fait d'impressionnantes études ; ils stressent tous à l'approche des examens et maudissent la cantine. Ils ont le sentiment de vivre dans une bulle, à l'abri des chausse-trapes qui guettent l'Europe, trop peut-être : *« Au fond, ici, on pense tous un peu la même chose et on n'apprend pas à parler à des gens qui pensent différemment »*, relate Dorin. Ces derniers mois, ils ont reçu la visite du commissaire français Pierre Moscovici et de Guy Verhofstadt, l'ancien Premier ministre belge, aujourd'hui député européen. Il y a trois ans, Emmanuel Macron, encore ministre de l'Economie, les avait précédés. Entre eux, ils parlent peu des élections européennes de la fin mai. Johan a vu le premier débat rassemblant les douze têtes de liste françaises et l'a trouvé *« un peu désolant : ils semblent ne rien comprendre au fonctionnement des institutions »*. Proeuropéens, ils vantent la coopération transfrontalière, mais seule Louise appartient aux jeunes fédéralistes. Bruges, longtemps un bastion fédéraliste, n'est plus ce qu'elle était, m'avait averti le recteur Monar.

Comme dans un roman de Nick Hornby, la veille de mon retour à Bruges, j'ai dîné avec Maria, mon ex du Collège, à Bruxelles. Maria venait de Saragosse et se promenait toujours avec de gros classeurs ; dans ma chambre, à la résidence de Sint-Joris, nous faisions semblant de réviser nos examens. Nous nous sommes séparés en 2000 lorsque j'ai quitté le Nicaragua où je l'avais accompagnée – elle travaillait à la délégation de la Commission européenne à Managua. Elle a désormais quatre enfants et œuvre à la direction générale Devco de la Commission, chargée de la coopération avec le Lesotho et l'Eswatini (ex-royaume du Swaziland). Pour ses vingt ans de services, la Commission lui décernera en automne une médaille (et cinq jours de congés additionnels). Qu'a-t-elle retenu du Collège ? *« Une certaine exigence, de la solidarité – plusieurs étudiants m'ont aidée à terminer mon mémoire (une comparaison entre la construction de l'union économique de l'Afrique occidentale et l'UE) –, les balades à vélo jusqu'à la mer du Nord sous le crachin flamand. Je me suis assez éclatée à Bruges. On formait une véritable communauté européenne. Et on se voyait comme les futurs architectes des Etats-Unis d'Europe. »* Je lui demande pourquoi nous avons échoué (nous les architectes en herbe, j'entends). Maria réfléchit tandis que j'avale une croquette aux crevettes. *« Moi, j'y crois toujours, tu es trop pessimiste. Le grand projet d'intégration demeure un but valable. Mais je pense, entre autres, que nous avons été trop révérencieux vis-à-vis du modèle qui se mettait en place et qui ne fonctionne plus guère aujourd'hui. C'était une erreur. Nous aurions dû être moins conformistes. »* C'est vrai, au Collège, quand nous étions étudiants, la Commission et la Cour de justice, les ■■■

■■■ organes supranationaux, étaient intouchables, et leurs décisions et leurs arrêts, des commandements divins pour nous, les amoureux de l'Europe.

Le crépuscule tombe sur Bruges, et je quitte le Collège pour profiter de la lumière voilée du ciel à cette heure-ci. Sitôt les touristes retirés, la ville est sublime, je l'avais presque oublié. Ses ruelles tortueuses sont imprégnées d'une odeur de gaufre et de chocolat. Des mouettes piaillent. Au Moyen Age, Bruges avait un accès à la mer, à la suite d'un raz de marée, et devint le centre commercial, financier et artistique de l'Europe du Nord. Puis le bras de mer s'ensabla et la ville déclina. La grand-place, les canaux, les églises et les couvents, les riches façades sculptées des maisons bourgeoises et les toiles de Memling à l'hôpital Saint-Jean racontent cet âge d'or. J'erre au hasard des quais de granit. Et comme Hugues Viane, le héros spleenétique de « Bruges-la-morte », le célèbre roman de Georges Rodenbach, je suis gagné par la mélancolie, de ma jeunesse envolée, bien sûr, et d'une époque totalement révolue, sans réseaux sociaux ni même téléphones portables, d'une époque où Bill Clinton batifolait avec sa stagiaire à la Maison-Blanche et Boris Eltsine s'enivrait au Kremlin, où Viktor Orban était encore libéral et Mark Zuckerberg n'avait que 13 ans. Un autre monde, plus lent, plus doux. Mon année à Bruges achevait une décennie euphorique pour ma génération, entamée au soir du 9 novembre 1989. Le Mur tombé, s'engouffra en Europe un vent de liberté et d'optimisme, inimaginable de nos jours. Les premières expéditions en Hongrie, les clubs technos de Berlin, les trains de nuit pour Varsovie… un continent interdit s'ouvrait, les retrouvailles de l'Est et de l'Ouest et l'avenir de l'Europe étaient scellés par des hommes d'Etat et de culture, conscients de leurs responsabilités historiques.

Je longe le quai du Rosaire en pensant à Kohl, Mitterrand, Havel et Geremek, à leurs successeurs timorés, tels l'inusable Merkel ou le bouffon Berlusconi, incapables de poursuivre leur grand œuvre, et aux apprentis sorciers d'aujourd'hui, tous ces nationalistes rabougris qui jettent les nations d'Europe dans les bras de nos adversaires, à l'heure de la compétition mondialisée.

En quittant le Collège, tout à l'heure, se tenait un atelier de calligraphie chinoise dans le foyer. Sur un présentoir, dans un coin, des exemplaires du *China Daily* ■

* Ecrivain. Prix Renaudot 2017 pour « La disparition de Josef Mengele ».

Mathieu Laine : « Etre européen en préservant l'Etat-nation »

Si l'Europe subit une « grave crise de désir et d'identité », le projet européen, plaide l'essayiste dans « Il faut sauver le monde libre » (Plon), est le seul capable de sauver le Vieux Continent du déclin. Extraits exclusifs.

Mathieu Laine est un soldat. Cela fait des années que l'éditorialiste défend les idéaux libéraux et qu'il s'emporte contre les gouvernements, de gauche ou de droite, lorsqu'ils manquent de courage pour réformer le pays. Cette fois-ci, il ne se fait plus l'avocat du marché et de la liberté d'entreprendre, mais fait l'éloge du « monde libre » – avec le renfort d'utiles références – qu'il redoute de voir s'effondrer sous les coups des innombrables menaces extérieures (la Chine, les religions, etc.) et surtout intérieures (le repli sur soi, les élucubrations de Trump, nos coupables paresses). Il n'est plus question d'opposer les « entrepreneurs » aux « profiteurs du modèle social », mais d'enrayer le déclin de ce que l'Europe a de plus précieux. Sa culture, sa civilisation, son humanisme et son « âme ». A quelques semaines des élections européennes, Laine raconte pourquoi le Vieux Continent n'est pas fort Alamo et a encore son mot à dire au reste du monde. A condition qu'il assume ses responsabilités ■

ROMAIN GUBERT

EXTRAITS

Alors que deux des grandes expressions institutionnelles du monde libre, l'Etat-nation et le multilatéralisme, se voient renvoyées dos à dos, le projet européen peut-il constituer un creuset identitaire suffisamment fort pour les réconcilier, pour ranimer la flamme de la liberté et tenir tête aux éruptions nationalistes et populistes qui la menacent ? En crise en ce début de siècle, ébranlé par la montée des populismes sur le continent, la désaffection du Royaume-Uni et la poigne des champions mondiaux de l'illibéralisme, quel est l'avenir du projet européen ? Faut-il le sauver, et comment ? Une réflexion préalable s'impose sur le dialogue entre Europe et identité. Le projet européen nourrit-il l'identité propre du monde libre ou fragilise-t-il les identités spécifiques des Etats-nations censés le défendre ? Pour certains observateurs, la belle Europe serait coupable de diluer